

CIBLE

Suspension

Moins commentée que le contenu du testament de Michael Jackson, une information en date du 30 juin vaut la peine d'être relevée : la Cour constitutionnelle allemande a suspendu le processus de ratification du traité de Lisbonne.

En résumé, ce traité est « compatible avec la Loi fondamentale » de la République à condition que soit votée une loi garantissant les droits du Parlement allemand dans l'élaboration des textes européens. La Cour juge que l'Union européenne n'est pas un État fédéral et que la démocratie s'exerce au sein des États nationaux car il n'existe pas de « peuple européen uniforme comme sujet de légitimation pouvant exprimer sa volonté politique de façon effective ». Ainsi, les États doivent respecter la démocratie dans chacune des nations membres de l'Union avant de conjuguer leurs pouvoirs.

L'analyse des juges allemands devrait plonger les parlementaires français et les « sages » de notre Conseil constitutionnel dans de profondes et salutaires réflexions sur les conditions d'exercice de la souveraineté nationale. En France aussi, la démocratie exige de sérieuses garanties face au despotisme des organes sis à Bruxelles, Francfort et autres lieux.

ÊTRE ROI

Le plus vieux métier du monde

Lettre ouverte

**Supplique
à Marianne**

p. 9

Idées

**Edgar
Morin**

p. 11

Sarko et le concombre courbé

Que faire devant une évidence sarkozienne ? La pousser jusqu'au bout de sa logique, où l'on constate qu'elle explose. Et que découvre-t-on sous l'évidence ruinée ? Un concombre ! Chef de nos services secret, le colonel Sponz a mené l'enquête de bout en bout.

Inlassable militant du travail dominical, le supposé président a ajouté un nouvel argument à sa panoplie lors d'une table ronde sur le quartier parisien de la Défense, le 29 juin. Revenant sur la visite du président Obama et de sa famille à Paris, le 7 du même mois, Nicolas Sarkozy a fait une déclaration en deux points qui montre combien c'est compliqué d'être le patron d'un peuple qui ne fiche rien et qui s'en fiche quand il y a des amis américains qui débarquent à Paris :

1) « *Est-ce qu'il est normal que le dimanche, quand Madame Obama veut avec ses filles visiter les magasins parisiens, je dois [sic] passer un coup de téléphone pour les faire ouvrir ?* ».

2) « *Faut-il absolument que les magasins soient ouverts aux heures et aux jours où les gens ne peuvent pas faire leurs courses ?* ».

Un sarkozyste répondra par la négative à la première

question, sans se demander comment sur un seul coup de téléphone, des commerçants peuvent ouvrir leur boutique et rassembler leur personnel un dimanche matin. L'appel élyséen a-t-il eu lieu le jour même ? Ou la veille ? Si c'était le samedi, a-t-on également demandé à des membres des services de sécurité français de jouer les clients pour que les boutiques soient plus gaies ? Ces questions restent pour le moment sans réponse mais nous ne doutons pas que Martine Aubry posera sur ce point une question écrite au gouvernement.

Le mystère du coup de téléphone élyséen ne nous empêche pas de pousser jusqu'au bout la normalité sarkozienne. S'il est normal de faire ouvrir des magasins pour faire plaisir à l'épouse d'un chef d'État et à ses enfants, ce n'est pas seulement le dimanche mais aussi la nuit que certains magasins de la capitale devront être ouverts. Il faut en effet penser

aux épouses étrangères :

- a) en décalage horaire ;
- b) qui craignent un coup de soleil sur les Champs-Élysées ;
- c) qui ont envie d'acheter de la lingerie coquine ;
- d) qui veulent s'offrir un réveillon sauvage (champagne, caviar, foie gras) sans que le mari le sache.
- e) qui font un caprice et exigent à quatre heures du matin l'achat d'une nouvelle burqa - ce qui n'est pas incompatible avec les points c) et d) comme le savent ceux qui ont connaissance réelle de l'Orient - et des orientales.

La deuxième question posée par le petit téléphoniste élyséen appelle une réponse claire et tout aussi négative. Il est par conséquent évident que :

1°) tous les magasins doivent être fermés du lundi au vendredi de 9 heures à 18 heures car les gens sont au bureau, à l'usine ou au pôle emploi. Les femmes au foyer

sont en train de tout briquer pour le retour du mari. Les retraités et les pauvres n'ont pas besoin de lécher les vitrines car ils sont par définition fauchés.

2°) en conséquence de quoi et nonobstant nos us, les magasins seront ouverts de 18 à 20 heures en semaine puis du samedi 10 heures au dimanche 20 heures sans discontinuer - sauf dans les zones touristiques et sur les points de passage des visites d'État où des collégiens des beaux quartiers attendront par roulement le moment d'acclamer les amis du *Protecteur suprême du commerce français*.

3°) pour marquer l'ancrage européen de la France, les magasins qui vendent des concombres resteront ouverts nuit et jour. Un communiqué du Commissaire européen à l'agriculture, l'excellente Mariann Fischer Boel, nous a appris que « *le 1^{er} juillet marque le retour sur nos étals des concombres courbes et des carottes noueuses* », interdits depuis des années car ils étaient « *de taille et de forme irrégulières* ». Surnommé par les Russes « *le meilleur ami de la jeune fille* », le concombre, droit ou délicatement courbé, mérite promotion - de même que la carotte noueuse, digne de nouvelles expériences, culinaires ou non.

Dans un communiqué en date du 2 juillet, le *Comité européen de libération Carotte-Concombre* s'est réjoui de cette « *remise sur le marché de la concurrence libre et non faussée de légumes écologiquement soutenable qui offrent à leurs utilisateurs des plaisirs parfaitement naturels* ».

Colonel SPONZ

royaliste 
BIMONATHE - DIRECTEUR POLITIQUE : BERNARD HENRI LÉVY

SOMMAIRE : p.2 : Sarko et le concombre courbé - p.3 : Victoire à la Pyrrhus - Niches - p.4 : Le nouveau désordre social - p.5 : La suite au prochain numéro - p.6/7 : C'est grave docteur ? - p.8 : De bric et de broc - p.9 : Supplique au journal *Marianne* - p.10 : Bernanos au Brésil - Débats sur la crise - p.11 : Pourquoi Edgar Morin ? p.12/13 : Les royalistes et Napoléon - p.14 : Granier - Mort d'un mythe - p.15 : Action royaliste - p. 16 : Editorial : Francs-tireurs.

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : 01.42.97.42.57
Télécopie : 01.42.96.99.20
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. paritaire 0509 G 84801
ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

Adresse internet :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (20 €) ☐ six mois (30 €) ☐ un an (47 €) ☐ soutien (100 €)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

Victoire à la Pyrrhus

Liesse générale chez les écologistes après le succès aux élections européennes ! Les analyses enthousiastes ont fleuri sur cette percée des Verts, sur la dynamique écologiste et sur le fait que plus rien ne serait comme avant.

Une fois l'effervescence passée, et sans considérer l'abstention massive qui brouille les cartes, voyons à notre tour ce que cette élection va changer, non pour les citoyens, mais pour les Verts eux-mêmes.

L'Europe, une échelle pertinente?

Le Contrat d'Europe Écologie stipule que « *Nous ne pouvons plus penser franco-français. Que nous ayons voté oui ou non au référendum de 2005, nous avons tous besoin d'une Europe unie, seul espace à la hauteur des défis* ». Le mouvement veut voir grand. L'Europe, échelle pertinente ? On peut craindre au contraire que ce soit précisément la mauvaise échelle. Les problèmes écologiques se situent à deux niveaux : un niveau planétaire, qui est celui des effets, puisque les activités de n'importe quel pays ont des implications sur l'ensemble du globe ; et un niveau local (national), qui est celui où les choix sont faits et les actions entreprises. On pourrait prendre l'Europe pour le bon élève de l'écologie dans le monde, puisque ses engagements sont souvent les plus contraignants de la planète. Mais entre engagement et application, il y a un monde, et l'analyse plus détaillée des décisions écologiques en Europe montre que ce sont les États qui ont toujours imposé leurs choix et veillé à leurs applications. Le contre-exemple absolu est l'incapacité de la Commission, au contraire des États, à résister aux pressions

de l'agro-alimentaire anglo-saxon sur le dossier des OGM. Se situer au niveau de l'Europe est probablement choisir la pire des échelles. Oui il faut imposer à l'Europe des choix, mais ce n'est pas elle qui les prendra ni même les définira : ce sont les États, comme ils l'ont fait depuis le début. Quant au niveau mondial, il est essentiel lui aussi pour évaluer les risques et définir des solutions communes, mais l'ONU est impuissante, et ses agences spécialisées (la FAO en particulier) ne jouent plus aucun rôle sinon d'avis. Un exemple ici aussi : tant que les États-Unis avaient décidé de ne pas croire au changement global, le monde entier n'a pu les faire bouger. Il aura fallu que ce soit Barak Obama lui-même qui, convaincu de l'évolution du climat et de la pollution, engage les États-Unis - puis l'ONU - sur la voie de la protection de l'environnement. Si les écologistes comptent sur l'Europe, ils vont vers des désillusions sérieuses. (1)

L'écologie, une politique viable?

Il est vrai que l'écologie comme réflexion politique a beaucoup évolué en 30 ans. Il existe maintenant en France une politique écologique, on la voit bien dans le ministère de l'Environnement de M. Borloo, même si l'on peut douter de sa volonté à faire avancer les choses. Les remarques d'Edgar Morin (*Le Monde* du 13 juin) n'auraient pas été reçues il y a dix ans, et son analyse est juste quand il déclare que le succès

Vert ne doit pas être sous-estimé, « *car il témoigne aussi du progrès politique de la conscience écologique dans notre pays. Mais ce qui demeure insuffisant, c'est la conscience de la relation entre politique et écologie* ». Daniel Cohn-Bendit le reconnaît implicitement : « *Il y a une crainte chez les Verts que leur petit objet magnifique soit volé par quelqu'un. Et il y a une crainte chez les associatifs d'être entraînés dans la politique traditionnelle. Il faut évoluer vers une forme d'organisation politique moderne.* »

Il y a surtout confusion entre action politique et groupe de pression. Les Verts, copiant les méthodes américaines, tentent de construire un groupe de pression électoral européen. Ils vont à l'échec, car un groupe de citoyens peut avoir une influence sur des sénateurs américains élus, pas sur des fonctionnaires européens nommés. Quant à l'action politique, elle est fondée sur une philosophie politique, qui manque chez les Verts. Alors leur futur est facile à prédire : retour dans des chapelles idéologiques associatives ou absorption par un grand parti européen, probablement de gauche. Deux futurs qui hélas feront perdre encore une fois un temps de plus en plus compté. La disparition possible de l'écologie politique n'est souhaitable par personne, si elle est prise par le pouvoir pour une victoire permettant de reléguer la politique écologique au second plan. Or qui, au gouvernement, se soucie encore des promesses du Grenelle de l'Environnement ?

François VILLEMONTÉIX

(1) Voir l'article de Jacques Sapir, *Élections européennes 2009*, sur le blog de Bertrand Renouvin. <http://www.bertrand-renouvin.fr/?p=1499#more-1499>

Niches

Vous appréciez à leur juste valeur les histoires de parachutes dorés ? Vous avez bien raison mais n'oubliez pas les niches argentées qui permettent aux hiérarchiques de ne pas connaître les fins de mois difficiles.

Heureuse Rachida Dati qui quitte le gouvernement mais qui ne consacrera pas trop de temps à son mandat de député européen car la presse financière annonce que l'ancien Garde des Sceaux va probablement rejoindre *Willkie Farr & Gallagher*, un cabinet d'avocats américain.

Heureux Thierry Breton (ministre des Finances jusqu'en 2007) qui est devenu *senior advisor* chez Rothschild, spécialisé, nous dit-on, dans les affaires transatlantiques. Comme Rachida, Thierry a compris que la mode, sans aucun doute rentable, est dans l'euro-atlantisme.

Heureux Dominique de Villepin qui a créé un petit cabinet d'avocat, *Villepin International*, qui lui permet de rentabiliser son portefeuille de relations avec une efficacité discrète : n'est-il pas intervenu pour trouver une issue à la crise du groupe Lacoste ?

Heureux Jean-François Copé, député-maire de Meaux, qui trouve normal d'être législateur et avocat-consultant du cabinet *Gide Loyrette* pour des affaires qui concernent des entreprises privées.

Mais le pantouflage le plus rigolo est celui d'Edmond Alphandéry, ancien ministre des Finances entré en 2007 chez *Lehman Brothers* pour réfléchir « *sur les orientations stratégiques avec un éclairage sur le marché français* ». L'alphandérique ampoule a rapidement claqué.

Annette DELRANCK

Le nouveau désordre social

Le débat sur l'âge de départ à la retraite, et accessoirement du financement de l'ensemble de la protection sociale en France, relancé tour à tour par Brice Hortefeux, alors ministre du Travail, François Fillon et Nicolas Sarkozy, a quelque chose de surréaliste.

D'abord parce que le gouvernement et le Medef envisagent de repousser l'âge de départ à la retraite à 65, 67 voire 70 ans, alors que le taux d'emploi des plus de 55 ans ne parvient même pas aujourd'hui à atteindre les 40 %. Ensuite parce que, dès qu'une entreprise connaît des difficultés, elle commence d'abord par se séparer de ses salariés les plus âgés qui lui coûtent cher et qu'elle juge moins performants. Enfin, parce que le Medef bloque, depuis cinq ans, la négociation - pourtant imposée par la loi Fillon de 2003 portant réforme des retraites - sur le départ anticipé à la retraite des salariés ayant exercé une activité pénible.

Tous les syndicats semblent d'accord (à l'exception de la CFDT et de la CFE-CGC qui ont toutes deux cautionné la réforme Fillon) : avant de remettre à plat les règles actuelles qui régissent les départs à la retraite, comme le propose le gouvernement dès 2010, réglons, disent-ils, la question de l'emploi des seniors et bouclons la négociation sur la pénibilité. On verrait alors que les entreprises - quoi qu'elles en disent - bénéficient du système et que les véritables raisons de cet acharnement ne sont pas d'ordre budgétaire, mais idéologiques et concernent le type de société que l'on souhaite mettre en place : une société de solidarité ou une société individualiste ?

Il faut se faire une raison : la retraite à 60 ans a vécu. Certes les salariés peuvent toujours partir à la retraite à 60 ans, mais pour bénéficier du taux plein ils doivent avoir cotisé 41 ans. Or, avec l'entrée de plus en plus tardive des jeunes dans la vie active, la multiplication de stages inutiles, durant lesquels ils ne cotisent pas, et les aléas de la vie

s'excuser de vivre plus longtemps - et que la crise ne devrait pas alléger de sitôt. Mais jamais n'est évoqué le tassement des salaires que l'on constate depuis une trentaine d'années. Bien que le rapport sur le partage de la valeur ajoutée entre salaire et profit remis par Jean-Philippe Cottis, directeur général de l'*Insee*, au président de la République au



■ Il faut se faire une raison : la retraite à 60 ans a vécu.

professionnelle, bientôt plus personne ne pourra se permettre de cesser le travail à 60 ans.

Parmi les raisons avancées par le gouvernement et le patronat, figure, bien entendu, le coût que représente la retraite pour le budget de la Sécu. Un coût qui ne cesse de s'accroître depuis plusieurs années du fait, dit-on, de l'allongement de l'espérance de vie - on en viendrait presque à

printemps dernier révèle une relative stabilité sur le long terme, on ne peut s'empêcher de constater que depuis le milieu des années 1980, les salariés sont perdants. Or, une stagnation des salaires entraîne automatiquement une stagnation des rentrées de la Sécurité sociale proportionnelles aux salaires.

Ce tassement s'explique par les exonérations de la part patronale des cotisations sociales

jusqu'à 1,6 Smic, qui encourage les bas salaires. Ces exonérations coûtent cher à la fois au budget de l'État, qui compense jusqu'à 90 %, et à celui de la protection sociale qui assume les 10 % restant. Ce dispositif mis en place en 1993, pour favoriser l'embauche des salariés sans qualification aurait créé ou sauvé 300 000 emplois (mais aucune évaluation sérieuse n'a jamais été faite), pour un coût de l'ordre de 170 milliards d'euros depuis sa création, dont 31 milliards n'ont jamais été compensés. Ce sont donc les salariés qui, en tant que contribuables et assurés, paient pour que les entreprises les embauchent...

La propagande actuelle du gouvernement relayée par les médias contribue à discréditer le système de protection sociale par répartition. De plus en plus de salariés, qui ne sont jamais malades (ou très rarement), qui ne sont pas (encore) au chômage, pour qui la retraite est encore lointaine - et qui, surtout, ne voient pas plus loin que le bout de leur nez - déclarent qu'ils en ont assez de payer pour les autres.

On se dirige ainsi tout droit - et quoiqu'en dise Nicolas Sarkozy - à une remise en cause complète (et définitive ?) des principes du programme du *Conseil national de la Résistance* qui contient en germe le système de protection sociale qui s'est progressivement mis en place au lendemain de la guerre.

On peut également s'interroger sur la volonté de nos gouvernants de nous faire travailler toujours plus, sur une journée, sur la semaine (travail du dimanche), sur l'année (suppression d'un jour férié avec la journée dite de *solidarité*), sur l'ensemble de sa vie... une idée qui fait son chemin en France, mais aussi en Europe, alors que les offres d'emploi diminuent. Certains sociologues y voient la volonté pour les gouvernements de contrôler le peuple à travers le temps de travail.

Nicolas PALUMBO

La suite au prochain numéro

Tout le monde le sait : les causes des crises financières sont connues et en voie de dépassement. Il n'y a donc plus rien à craindre et il faut attendre patiemment la reprise...

Vous pouvez vous satisfaire de cela, penser que tout est redevenu comme avant et que les alarmes sonnées ici ou là ne sont que l'œuvre de Cassandres qui voient le mal partout. Finie la crise financière qu'on vous a dit !

Toutefois, sans vouloir se joindre au chœur des pleureurs de profession, nous aimerions, comme on dit, porter à votre connaissance un certain nombre d'éléments. Vous en ferez votre miel et déciderez ce que vous en voulez penser. Ainsi, les vilains *subprimes* et leur calamiteuse gestion n'étaient donc que la conséquence du dévoiement d'un système ô combien parfait en tous points. Rien de plus à redouter, c'est passé, on en a tiré les leçons, que les prophètes de malheur rentrent dans leur tanière, les milliards injectés ici et là ont résolu le problème. Voilà, voilà, voilà...

Pourtant, si l'on peut se permettre, quelques petites remarques. Sur les *subprimes* d'abord. Ce n'est qu'une partie d'entre eux qui ont déclenché la crise. Il en reste. Une catégorie un peu supérieure, des prêts consentis à des emprunteurs un peu plus solvables que les précédents, titrisés et dispersés de la même façon. Le problème viendrait, peut-être, du fait que les plans so-

ciaux à répétition aux États-Unis entraînent, avec la faible couverture du risque chômage, des difficultés pour bon nombre de ménages américains qui se sont lourdement endettés pour acheter leur logement. Que va-t-il se passer lorsque les échéances vont se présenter et ne pourront être honorées ? Comme précédemment, des faillites en cascades et des déboires nouveaux pour bon nombre de banquiers qui, à l'échelle internationale, se sont fait *refiler* ces saloperies. Cinq banques américaines ont encore récemment fait faillite en une semaine et le pire est sans doute à venir.

Le pire ? Comment voulez-vous qu'une économie basée sur le seul crédit puisse résister longtemps à la défaillance des emprunteurs ? Même la consommation de base sera touchée quand on connaît l'importance des cartes de crédit diverses et variées que possède chaque Américain ? Les ratios de risques *acceptables* vont être dépassés et là...

Le meilleur, si l'on peut se permettre, n'est sans doute pas là. Beaucoup plus proche de nous, les vagues de L. B. O. ne vont pas tarder à montrer leurs effets pervers. L. B. O. ? *Leverage buy out*. En clair : achat à crédit avec effet de levier. La grande spécialité de beaucoup de banques d'affaires françaises. Principe simple, intelligent, utile, très

utilisé, notamment pour la reprise d'entreprises en bonne santé dont les propriétaires ne trouvent que difficilement des repreneurs solvables. Beaucoup de cadres ont réussi comme cela à racheter et faire continuer leur entreprise qui serait morte sans cela. Le problème : comment pouvez-vous acquérir une entreprise qui vaut 80 quand vous n'avez que 50 ? Réponse simple : une banque va vous avancer les 30 manquants et vous n'en paierez que les intérêts et en *fine* le capital, cela en jouant simplement sur la hausse du cours des actions que votre gestion sage et constructive aura occasionnée pour le bien de tous. Donc presque sans y mettre un sou de votre poche. Rien à redire pensez-vous et en quoi cela constitue-t-il un problème pour la finance internationale ? Attendez donc la suite.

Votre remarque est marquée au coin du bon sens mais c'était compter sans la goinfrerie des banquiers. Voilà comment dévoyer un système utile : l'entreprise vaut toujours 80 mais on va vous demander de la payer 100. Pourquoi ? Pour que le bénéfice des financiers soit plus important et outre leurs solides commissions, ils empocheront les 20 supplémentaires. Ce n'est pas grave pour vous à qui l'on explique que de toute façon les arbres, c'est bien connu, montent jusqu'au ciel et que le marché est si bien orienté que

vous ne sentirez rien passer, même pas un léger souffle sur le cou. Le cours de l'action sera si haut que vous en serez vous aussi un grand bénéficiaire. Donc, lorsque le moment de rembourser votre échéance en capital, la cession de quelques milliers de titres suffira à régler la note, l'entreprise vaudra 120, peut-être même 150 au jour du règlement. Alors, pourquoi s'en faire ?

Génial, non ? Ben, non, pas génial justement... Depuis la crise, les cours ont été souvent divisés par deux ou par trois. Vous allez devoir rembourser au prix fort la valeur d'achat d'une entreprise qui, sans que vous y soyez pour rien, sans que votre travail et votre gestion soient en cause, par le simple jeu du marché, a perdu une part de sa valeur, et ce n'est pas la vente de titres qui vous donnera les liquidités nécessaires. La *boîte* ne vaut plus que 40. Elle en valait 80 à l'achat mais vous l'avez payée 100, auxquels s'ajoutent les intérêts versés pendant la période. Mettons que l'addition globale se monte à 110. Les banquiers quant à eux ont, là aussi, disséminé les risques.

Quelques questions simples : Qui va avancer aux entrepreneurs les fonds nécessaires aux échéances ? Les mêmes qui leur avaient avancé les fonds la première fois et les ont mis dans cette situation ? Il est improbable que leurs fonds propres le leur permettent. *Taper* le contribuable pour éviter la faillite d'entreprises déjà touchées par le ralentissement de l'activité ? Là, il faut avouer l'ignorance presque complète dans laquelle nous sommes. Des milliers d'entreprises de par le monde et beaucoup en France vont être touchées. Des banquiers vont être mis à mal par leur bêtise et leur prétention. Les Français sont en pointe sur ce marché. Une banque française célèbre, notamment qui pourrait bien, cette fois, ne plus se *lever et marcher*.

Charles GUÉMÉNÉ

C'est grave docteur ?

Au moment où la tradition monarchique française est caricaturée pour les besoins de polémiques faciles contre Nicolas Sarkozy, il est nécessaire de reprendre toute la question de la royauté dans l'Europe moderne. Un journaliste belge nous y aide grandement. Écrivain, scénariste de BD, chroniqueur royal pour la télévision et la radio belges, Patrick Weber décrit avec simplicité et allégresse une institution politique qui permet, souvent sans tapage, d'assurer le fonctionnement de la démocratie et d'humaniser le pouvoir.

■ **Royaliste : Pourquoi vous êtes vous intéressé aux monarchies ?**

Patrick Weber : Cela fait une vingtaine d'années que je partage mon temps entre la Belgique et la France. Je suis passionné par l'histoire royale depuis l'enfance. Ce n'était pas l'aspect *people* qui me faisait rêver, mais ce chaînage ininterrompu dans l'histoire, l'idée d'avoir des racines, un futur, à travers des personnalités qui peuvent incarner cette transmission au fil des siècles. Quand j'ai commencé mon travail de journaliste, il était difficile d'évoquer ce point. C'était l'époque du roi Baudouin. J'ai eu des difficultés à lier l'intérêt personnel et intellectuel à l'aspect plus professionnel car on évoquait peu la monarchie. Le roi était présent, très populaire, mais on n'en parlait pas beaucoup. À sa mort, tout a changé. À partir du moment où Albert est monté sur le trône, la fonction royale qui avait toujours été presque *sacrée* a basculé dans le domaine de la presse grand public. Même si tout cela reste très sage en Belgique par rapport à la monarchie anglaise ou même espagnole.

Une émission a démarré sur RTL TVI : *Place royale*. Elle a rencontré un très grand succès et dure depuis une quinzaine d'années. La RTBF a contre-attaqué, il y a cinq ans, avec une autre émission. J'ai alors commencé à travailler

pour « *C'est du Belge* ». Il y est question d'histoire, de patrimoine, toujours avec un rapport plus ou moins étroit avec l'histoire de la monarchie. Nous avons souvent tourné en France. Il y a eu une émission avec le prince Jean. Les Orléans, avec notre première reine, sont aussi aux racines de la famille royale belge.

■ **Royaliste : Vous avez beaucoup écrit sur la monarchie...**

Patrick Weber : J'ai écrit des livres, comme celui où je raconte le destin des princesses de Belgique depuis Charlotte, impératrice du Mexique, jusqu'à la princesse Élisabeth, aujourd'hui héritière en second du trône... Et puis il y a eu, chez Librio, celui sur les rois de France qui a été un grand succès. Enfin, il y a un an, j'ai eu envie d'écrire « *Vive les rois !* ». C'est étrange que nous ayons en Europe dix monarchies tout aussi, sinon plus démocratiques, que les républiques et qu'il existe en France une idée *tronquée* de la monarchie. Mon livre est à plusieurs entrées. J'ai commencé avec un peu d'humour : « *royaliste, c'est grave docteur ?* ».

Je pense que le roi est toujours présent dans l'inconscient collectif. Je pense aussi que nous vivons dans une société où l'on se sent obligé de tout calculer en

termes de coefficient de popularité. Je commente les événements à la *TV belge*. Lors de la mort de Diana, certains ont trouvé que je n'avais pas montré assez d'émotion. À ce moment là, le *procès* fait à la reine d'Angleterre m'exaspérait. Elle a connu différents retournements d'opinion, mais ce sont les hommes politiques et les présidents qui ont les yeux rivés sur les sondages de popularité. La durée est un privilège extraordinaire de la monarchie, que la République n'aura jamais. Dans une époque comme la nôtre, le vrai luxe, c'est le temps. C'est une chose que la monarchie peut apporter.

Je ne vois pas tout en rose. Le rôle du roi est aujourd'hui moins évident que par le passé. Comment prendre assez de distance pour conserver cette notion d'aura royale qui préserve la symbolique et, dans le même temps, ne pas se trouver à l'écart des réalités ? En Belgique, une expression dit : « *on ne peut découvrir la couronne* ». Si le roi vous parle, il est hors de question de publier ce qu'il a dit et qui relève du « *colloque singulier* ». Dans une société de la télé réalité, cela devient plus compliqué. Jusqu'où faut-il aller ? Où faut-il s'arrêter ? Dans mon livre, je dis qu'un roi doit savoir rester royal. C'est une question dont nous avons parlé avec le prince Jean, la princesse Esméralda de Belgique et avec Michel de Grèce.

■ **Royaliste : Vous dénoncez certaines idées reçues...**

Patrick Weber : Je crois que la monarchie n'est pas *réac*. Quoi qu'on en pense, force est de constater que telle chose qui passe mal en France, comme l'euthanasie, a été plus facilement acceptée dans les monarchies scandinaves, aux Pays-Bas, en Belgique ou en Espagne. On peut reprocher aux monarchies ce genre d'évolution, mais on ne peut les dire réactionnaires. Certaines choses se

font plus vite en monarchie qu'en République.

La monarchie n'est pas misogyne non plus. Il y a très longtemps qu'il existe des reines au Danemark ou en Angleterre. Toutes les monarchies arrivent aujourd'hui à la règle de primogéniture absolue.

Les rois ne sont pas toujours de droite. Cela ne se dit pas, mais la reine d'Angleterre s'est plutôt mieux entendue avec les Premiers ministres travaillistes. Le roi d'Espagne aussi. Le roi des Belges a indifféremment des connivences plus affirmées avec des Premiers ministres de droite ou de gauche.

Les rois ne portent pas tous une couronne : la Belgique est une monarchie où la couronne figure dans la symbolique royale, mais elle n'existe pas physiquement.

Les rois ne sont pas fainéants. Il suffit de consulter l'agenda royal pour s'en rendre compte. Depuis quelques années, j'ai la chance d'accompagner le roi à travers le monde. Lorsqu'on fait le bilan des accords signés à la fin d'un voyage, comme celui que le roi a fait en Inde, c'est impressionnant. Le prince Philippe et la princesse Mathilde font la même chose pour les missions économiques. La princesse Astrid le fait pour l'humanitaire.

Les monarchies ne sont pas forcément divines. Certaines sont sacrées, d'autres non. Lorsque le roi Léopold a prêté serment en juillet 1831, il y avait non loin de là un arbre de la Liberté, planté sur la place royale. La révolution qui a instauré la monarchie en Belgique a découlé de celle de 1830 en France.

Toutes les monarchies ne sont pas le paradis de l'aristocratie. Les Grands d'Espagne se plaignent du traitement que leur réserve Juan Carlos. Aujourd'hui, beaucoup de mariages royaux ne se font pas forcément dans les milieux aristocratiques.

Royaliste : Dans *Vive les rois !* vous faites le tour des monarchies européennes...

Patrick Weber : La matière brute de cet ouvrage est effectivement constituée par le tour d'horizon des dix monarchies européennes. J'essaie d'en brosser le portrait de façon assez synthétique. J'explique ce qu'il y a de comparable entre elles. Il existe des lignes de force que l'on retrouve à travers toute l'Europe royale. Il y a aussi des différences. On ne peut comparer des monarchies absolues comme Monaco ou le Lichtenstein avec les autres. Mais toutes ont des points communs : le roi est un super *VRP* de son pays : il en est le meilleur ambassadeur.

J'explique pourquoi les monarchies se sont plutôt mieux maintenues dans les pays protestants. Pourquoi certaines d'entre elles sont plus fastueuses que d'autres.

La monarchie danoise est la plus ancienne d'Europe. Elle a réussi à conserver à la fois son *glamour*, son faste, et préserve un rapport très direct avec la population. Très artiste, la reine est un peu atypique. L'aspect irrationnel des choses, en monarchie, est intéressant. On a tort de compter uniquement sur la rationalité.

Lorsque le roi Baudouin est mort, les médias du nord du pays ont d'abord traité l'événement comme une information parmi d'autres alors que les francophones commençaient à réaliser des éditions spéciales. Les Flamands se sont intéressés aux médias francophones. Du coup, les journalistes flamands ont changé leur fusil d'épaule en se lançant dans une surenchère médiatique. Personne ne s'attendait aux réactions de la population.

Je pense aussi que la souplesse de la monarchie est importante. En Angleterre, il n'existe pas de texte selon lequel la reine ne gouverne pas. En Belgique, entre Léopold II et le souverain actuel, la Constitution n'a pas changé mais, à chaque changement de règne, la fonction évolue en douceur. Tout ne doit pas toujours être inscrit dans la loi. Il existe des choses qui relèvent des us et coutumes. La monarchie en fait partie. Je constate que les pays qui sont soumis à des démons séparatistes ont de la chance lorsqu'ils sont en monarchie. Elle constitue un rempart relativement efficace. L'Écosse et l'Angleterre sont deux pays différents, mais sous une même couronne. Même chose pour l'Espagne et la Belgique. Il existe des pays où la conscience nationale est plus ancrée, mais si la Belgique avait été une République, elle n'existerait plus depuis longtemps.

Royaliste : Votre livre évoque aussi les prétendants...

Patrick Weber : Oui. Je parle aussi des rois *au chômage*. En Bulgarie, Siméon - un Saxe-Cobourg - est un cousin du roi des Belges. Avec l'expérience, je pense qu'il a eu tort de se présenter aux élections. L'aura dont il bénéficiait s'est effritée. Il me semble qu'en Roumanie, le roi Michel a joué plus finement. Il existe des pays en Europe où, au lendemain de l'écroulement du bloc communiste, la solution monarchique aurait pu être intéressante. Au Portugal, l'Infant est inclus dans la vie du pays. Il est présent dans les grandes manifestations protocolaires et tout le monde trouve cela normal. En Italie, les citoyens ont redécouvert leur histoire monarchique au moment où la reine Marie-José est morte.

En France, c'est plus compliqué parce que la rupture s'est faite avec beaucoup de violence. En tant que Belge, je pense que ce qui a été fait au moment des Restaurations est trop oublié. Louis XVIII et Louis-Philippe sont trop méconnus. Tout se passe comme s'il n'y avait eu que Napoléon et que le



XIX^e siècle n'avait pas existé. La France royale a-t-elle définitivement perdu la tête ? J'espère que non. Je trouve bizarre cette espèce de sanctification de la République en France, que l'on ne retrouve pas ailleurs. Pourquoi avoir coupé la tête d'un roi qui incarnait une certaine sacralité, pour sacraliser la forme républicaine de l'État ?

Royaliste : Pour vous, quel serait le portrait du souverain idéal ?

Patrick Weber : Mon souverain idéal serait intellectuel comme la reine de Danemark, discret comme le Grand-duc de Luxembourg, simple comme la reine des Pays-Bas, chaleureux comme le roi des Belges, symbolique comme le roi de Suède, fédérateur comme le roi d'Espagne, écolo comme le prince de Monaco, riche comme le prince de Lichtenstein et royal comme la reine d'Angleterre... Le plus vieux métier du monde n'est pas celui que l'on pense. C'est celui de roi. Que l'on soit Ramsès II, Élisabeth II, Albert II ou Louis XIV, le mot est toujours le même, mais il renvoie à des réalités différentes. Cela prouve que la stabilité du concept traverse les millénaires en prenant moins de rides que certains régimes que l'on nous présente comme plus *modernes*.

Propos recueillis
par Alain SOLARI



Patrick Weber

Vive les rois !

prix franco : 18 €

[Achat immédiat](#)

De bric et de broc

Entre G 8 et G 20, s'organise un G 4 : le monde est de plus en plus à géométrie variable.

Le G 8 se réunit à L'Aquila en Italie du 8 au 10 juillet; le prochain G 20 se tiendra à Pittsburgh aux États-Unis en septembre. Entre temps est passé presque inaperçu le premier sommet d'un G 4 à Ekaterinbourg en Russie le 16 juin : Brésil, Russie, Inde et Chine ont forgé l'acronyme BRIC qui commence à faire fureur. Les quatre pays se considèrent comme les grands pays émergents de demain qui devraient équilibrer ensemble le G 7 (G 8 moins Russie) d'ici une vingtaine d'années. Ils s'estiment en droit de réclamer une plus grande participation à l'ordre du monde tant économique et financier que politique et stratégique.

Il ne s'agit pas en l'occurrence d'un nouveau bloc. Le fondement de ce regroupement n'est ni géographique comme l'Union européenne, le Mercosur, l'Asean ou le traité de libre échange américain. Il n'est pas non plus idéologique comme le laisseraient supposer les manœuvres de l'iranien Ahmadinejad ou du vénézuélien Chavez. Le BRIC se veut plutôt un club qui se place d'emblée au niveau de la mondialisation et qui s'est donné des règles strictes d'adhésion. Nous ne sommes pas dans le cadre du G 20 mais d'un petit noyau constitué soit dit en passant des plus grands pays du monde, en superficie ou en population. Les

quatre pays ont réalisé qu'ils constituaient ensemble 42 % de la population mondiale, mais seulement 14,6 % du PIB mondial et 12,8 % du commerce international.

L'identification des membres de ce club, attribué à Goldman Sachs en 2001, est d'avoir obtenu des taux records de croissance au cours des dernières années et d'être appelés à dominer l'économie en 2050 : dans l'ordre du PIB nominal, la Chine, les États-Unis en second, l'Inde, le Brésil, le Mexique, la Russie, l'Indonésie, le Japon qui serait revenu de la seconde à la huitième place avec à sa suite les principaux pays membres du G 7 (l'Allemagne passerait de la quatrième place à la dixième, la France de la cinquième à la douzième, la Grande Bretagne de la sixième à la neuvième, l'Italie de la septième à la dix-huitième). Même si ces projections sont particulièrement aléatoires, elles éclairent un futur possible sinon probable qui se traduira dans le gouvernement du monde.

L'originalité de ce groupe de pays dits intermédiaires est de n'être déjà ni trop développés ou axés sur leur propre environnement régional immédiat, ce qui exclut par exemple la Corée du Sud ou le Mexique, ni trop pauvres comme l'Afrique du Sud. Les quatre pays ont comme trait commun la taille et la variété qui com-

mandent l'influence. La question d'intégrer l'Indonésie est posée mais la réponse n'est pas décisive au regard de ces critères.

Cependant, il ne s'agit pas d'un bloc mais bien d'un club au mandat précis et limité car les quatre pays n'ont pas trop de points communs ou de politiques convergentes, à part ces deux caractères. Le Brésil et l'Inde sont des démocraties confirmées, ce qui ne peut pas se dire de la Russie et de la Chine. L'Inde et la Chine sont rivales tout comme la Russie et la Chine en Asie centrale. Le Brésil n'a pas de puissance nucléaire. Leurs intérêts économiques diffèrent, importateurs ou exportateurs, pro ou anti-Doha etc. En principe solidaires sur la recherche d'une nouvelle architecture financière internationale et la substitution d'une monnaie de réserve internationale au dollar, ils n'ont pu se mettre d'accord sur la réduction du rôle de la monnaie américaine. Ils se retrouvent sous-représentés sur le marché des capitaux même si la préoccupation principale de Goldman Sachs était de créer un marché secondaire d'obligations de ces quelques grands pays émergents crédibles. Ce faisant, ils s'éloignent nécessairement des pays pauvres et se détachent même des autres pays émergents plus petits ou isolés.

Groupe hétéroclite, ce G 4 est nécessairement

déséquilibré, la Chine représentant à elle seule autant que les trois autres réunis, ses exportations et ses réserves étant même du double de celles des autres. La tentation est de penser pour demain à un simple G 2 sino-américain ramenant la multipolarité à un duopole. Privé de la Chine, le BRIC n'aurait plus du tout la même portée. À l'inverse, on peut s'interroger sur la présence de la Russie dans ce quatuor : sa population suit une pente descendante; elle est déjà incorporée au G 8. N'est-ce pour l'ancien président Poutine, qui a beaucoup mis en avant cette carte, qu'une simple instrumentalisation du groupe dans ses relations internationales avec les Occidentaux ou au contraire un vrai choix alternatif ? Le Brésil y participe aussi surtout du fait de la personnalité et de l'entregent du président Lula dont le mandat se termine en 2010. Le groupe lui donne une audience particulière en Amérique latine où il doit rivaliser avec le populisme bolivarien de Chavez, successeur de Castro.

Le groupe joue son avenir sur sa capacité à faire face à la crise économique, supposée frapper plus durement les économies anciennement industrialisées et moins les grands pays émergents, d'autant moins qu'ils sont plus grands et possèdent donc plus de ressources en interne. Ces quatre pays ont également adopté des politiques économiques plus contrôlées, moins ouvertes quoique libérales, avec des gouvernements plus interventionnistes et résolument nationalistes. Même si le BRIC et le G 7 coexistent au sein d'un G 20 qui se voudrait consensuel, leur nature est de s'y affronter. La France et l'Europe peuvent choisir de faire pencher la balance de l'un à l'autre ou à l'inverse de faire en sorte que chacun campe sur ses positions à l'intérieur de son camp.

Yves LA MARCK

Supplique au journal *Marianne*

Oui, supplique pour qu'il arrête de dénoncer Sarko comme monarque alors qu'il viole du matin au soir les principes de la monarchie française – y compris ceux de notre monarchie élective et constitutionnelle.

Faudra-t-il que des royalistes soient les derniers défenseurs du républicanisme ? Vu la tournure que prend la vitupération rituelle des totems royaux dans la bouche des républicains survivants de la *laïque*, on se demande si une montée brutale de chamanisme n'a pas mis fin à l'ère du politique.

Les mots *roi*, *monarchie* utilisés comme synonymes du pire avaient pour nous des parfums d'enfance, aigrettes mais touchants. Vieilles lunes électorales aux phases récurrentes, ces codes permettaient aux tribus provinciales radsoc de vérifier qu'elles communiaient encore dans la même *tolérance* - ou ferveur terroriste - que les ancêtres de 1792 face au spectre du *tyran*.

L'adjonction à la Constitution de la V^e République d'un Président élu au suffrage universel parut justifier leur hantise : le Général aurait finalement accompli son *coup d'État (permanent)* en dotant le pays d'une monarchie élective suspecte de *pouvoir personnel*. Mais quarante ans d'expérience ont permis aux pires détracteurs d'en faire eux-mêmes la preuve : cette fonction sert exemplairement la cause démocratique, permet l'alternance des majorités, les cohabitations, et favorise la permanence des grandes options de la nation.

Pourtant, la cantilène anti-monarchique s'est perpétuée

en leitmotiv. Polémique ou satirique, elle trahit une évidence propre à notre pays que nous aurons l'impertinence d'énoncer ici : la monarchie y est la forme fondamentale, l'archétype du pouvoir politique appliqué au service du **droit gouvernement** - selon Jean Bodin, qu'il est bon de relire pour sauver ce qui nous reste de république (1). Cette forme de service *res-publicain* sert finalement de critère de jugement quant à celui que le suffrage universel a placé à notre tête. Est-il roi comme il faut ? C'est toute la question républicaine en France.

On sait que deux dérives guettent l'équilibre du régime. L'une, parlementariste, est l'inclination constante de l'interclasse politique qui y prospère depuis bien avant la Révolution. Plus menaçante est la pulsion bonapartiste, boulangère ou vichyste, qui reflète des impatiences bien françaises devant les pesanteurs de l'Histoire. Son mot d'ordre « *Et que ça saute !* » est toujours capable de faire jeter à Marianne son bonnet par-dessus les moulins républicains. Au risque du pire ou du néant - qui est parfois encore pire. Nous en sommes là.

D'où notre supplique à *Marianne*. Ne voit-elle pas, cette naïve, qu'à royaliser à tout propos le carlin, elle le grandit, l'enjolive, le pomponne. *Marianne* flatte Sarko, caresse Carla. Elle les sacre ! Le petit couple, arrivé

engoncé de parures en toc, montres, carrosses, bateaux empruntés au décrochez-moi-ça des parvenus, se croit encore plus tout permis : voilà qu'il a traité en goujat la reine d'Angleterre pour prix d'un escabeau à côté d'Obama, puis qu'il se transporte à Versailles, tient un lit de justice devant le Parlement à genoux ; il va bientôt nous interioriser la majesté royale, exiger des éperons à Reims et un gisant deux places à Saint-Denis... Grâce à *Marianne* ! Ils sont complices, lui, *président soleil* drapé d'oripeaux monarchiques et la gavroche qui le tient pour prince ? Arrête les frais, fillette !

Primo, juge un peu de l'écart entre le bonhomme (et sa copine) et les familles régnantes en Europe. Juge de leur discrétion, simplicité, proximité aux gens ; juge de la modestie de leur service d'ordre et de leurs frais d'équipage. Mets en regard leur mission au service de l'unité de leur nation, de la continuité de ses principes et de ses alliances... Quel rapport de Juan Carlos à Sarkozy, qu'il se permette de lui taper dans le dos ?

Secondo, juge un peu de la décadence de notre monarchie élective depuis les deux atteintes portées à la Constitution : Chirac, rétrocedant à Giscard le quinquennat, casse la temporalité distincte de la présidence pour l'aligner sur celle des majorités gouvernementales ; et puis, la fleur que s'est

faite Sarkozy lui-même pour achever, sans le dire, de prendre les ministres pour larbins - le faste dérisoire du *lit de justice*, discours de l'union ou du trône, ce coupe-jarret de la Constitution qui prive le Premier ministre de **déterminer et conduire la politique de la nation**.

Tertio, ah si seulement le chapardeur avait puisé au trésor royal ! Il ne violerait pas du matin au soir les principes de la monarchie française, saurait ce que veut dire *le Roi en son conseil*, ne livrerait pas l'économie aux banquiers et aux marchands, créerait plus de services publics que de prébendes aux courtisans, honorerait les gens de l'art, du savoir et de l'enseignement au lieu de les traiter en chiens savants. Il n'attellerait pas la France au char boiteux de l'Amérique et aurait en Europe une politique d'alliances suivies et de protections fermes. Je dirais même qu'il aurait une distance plus *laïque* à l'égard des puissances religieuses comme financières. Le « *Ni neckeraillie, ni prêtraille* » de Louis XVI serait de sa part un rafraîchissement. Bref, sa caricature des frivolités d'Ancien Régime est loin d'en avoir le sérieux, et de dynamiser le corps social comme il le fut avant 1789 ou quand la monarchie restaura le pays sur les décombres de l'Empire.

Enfin, chère *Marianne*, au lieu d'épouiller les perruques des fantômes, ouvre les yeux sur le satrape et le *satrapisme* ambiant, les dérives de l'esprit civique, l'avachissement des ambitions, l'ignorance des communicants à l'égard des intelligences qui devraient leur servir de guides, l'imbécillité de ceux qui, dans l'ultra-libéralisme suicidaire qui les fascine, ne voient pas les menaces de totalitarismes égaux à ceux qui ont crucifié le XX^e siècle.

Et cesse d'imputer au Roi ce qui le trahit et déshonore la République.

Luc de GOUSTINE

(1) Jean Bodin - « *Les six livres de la République* - morceaux choisis », préface de L. de Goustine, Éd. Confluences, 1999, prix franco : 11 €. 

Bernanos au Brésil

Voilà un petit livre qui n'apprendra peut-être rien aux spécialistes de Bernanos mais qui constituera pour les autres une excellente introduction à la période brésilienne du romancier ⁽¹⁾.

Il s'agit d'une anthologie de lettres, d'articles et d'extraits de livres, représentative de son état d'esprit fort inquiet du devenir de la France menacée, conquise puis libérée de l'hydre hitlérienne, textes écrits dans une période qui s'étend sur sept longues années, de septembre 1938 à juin 1945, après son séjour aux Baléares.

Outre les textes et les nombreux articles rassemblés après sa mort sous le titre des *Enfants humiliés* et du *Chemin de la Croix-des-Âmes*, Bernanos achève de rédiger dans ses différentes résidences brési-liennes - principalement des fermes proche de Rio ou du Minas Gerais - son roman *Monsieur Ouine* et ses pages prophétiques de *La France contre les robots*. Des pages souvent fiévreuses, arrachées aux heures perdues par l'écrivain à résoudre les contingences matérielles qui incombent à un père de famille.

Par cette nouvelle expérience d'exilé volontaire, Georges Bernanos cherchait non seulement un moyen de nourrir sa nombreuse progéniture mais également à fuir les lâchetés de certains hommes d'Église et de la plupart des dirigeants des démocraties occidentales face à la montée des régimes autoritaires en Europe. Au Brésil, il a découvert le sens profond du mystère d'Israël en rencontrant Stefan Zweig, exilé lui aussi et dom Paul Gordan, moine bénédictin autrichien

d'origine juive. Ils lui feront définitivement abandonner les derniers restes de son antisémitisme de jeunesse.

Sébastien Lapaque, maître d'œuvre et préfacier de cette anthologie, a pu rencontrer lors de ses fréquents séjours au Brésil les derniers témoins de la période sud-américaine de Bernanos. Il en a rapporté voici quelques années un livre passionnant (2). De son côté, en 2003, quelques mois avant sa mort, la comtesse de Paris, à son domicile de la rue de Miromesnil, avait évoqué devant moi, non sans émotion, sa rencontre avec l'écrivain *au regard si profond* venu lui présenter ses devoirs à Pétropolis, ville impériale brésilienne, où elle s'était réfugiée avec ses enfants fuyant l'invasion allemande de la Belgique. Posant sa main sur la tête de l'actuel comte de Paris, il avait alors dit à celle qu'il considérait comme sa souveraine légitime : « *Gardez le bien. Notre pays en aura besoin* ». Autant de témoignages qui prouvent qu'au Brésil, à l'autre bout du monde, Bernanos ne cessait de communier aux mystères profonds de l'Histoire de France.

Jérôme BESNARD

📖 (1) Georges Bernanos - « *Brésil, terre d'amitié* », La Table Ronde, Petite Vermillon, 192 p., prix franco : 10 €. [Achat immédiat](#)

📖 (2) Sébastien Lapaque - « *Sous le soleil de l'exil* », Grasset, 2003, prix franco : 17 €. [Achat immédiat](#)

Débats sur la crise

Nous ne pouvons tout comprendre de cette crise qui ne cesse de muter en se développant. Il faut du moins il faut tenter de saisir sa nature et sa dynamique en multipliant les analyses et en restant attentifs aux points de vue divergents.

Il fallait s'y attendre ! Ce sont les médias qui donnent la plus mauvaise de toutes les représentations de la crise économique et financière en raison de la logique de la communication spectaculaire et de la paresse intellectuelle des grands communicants. À trop person-nifier les comportements et les stratégies, on manque l'essentiel : le souvenir de Gorbatchev et de la gorbimania devrait nous prémunir contre les excès de l'obamania et de la sarkomania. Rares sont les hommes qui font l'histoire en sachant l'histoire qu'ils font.

D'où l'intérêt du numéro que *Le Débat* consacre pour partie à la crise. Il ne s'agit pas d'être pour ou contre l'actuel président des États-Unis, anti-américain ou prochinaois, mais d'essayer de comprendre si nous sommes dans une période d'adaptation violente du capitalisme ou confrontés à la crise du modèle américain, à la faillite du système ultralibéral et à une transformation majeure des rapports de force internationaux. *Le Débat* croise les points de vue. Celui du financier Antoine Bernheim, pour qui « *cette crise a été créée de toutes pièces par certains banquiers incompétents et avides* » ; celui de Jacques Mistrail, qui pense que l'Amérique va profiter de la crise pour inventer un nouveau capitalisme...

On aimerait s'attarder mais il faut se précipiter sur l'article le plus saisissant de la série : celui que Guilhem Fabre, professeur à l'université du Havre, consacre au *Crépuscule de la Chinamérique*. Une citation, pour inciter à une lecture très attentive :

« *Les déséquilibres macro-économiques sur les deux rives du Pacifique (...) reflètent la crise d'un modèle d'accumulation taillé pour une oligarchie financière, entrepreneuriale ou étatique, qui a créé une croissance insoutenable, fondée sur toujours plus d'inégalités. Les remèdes adoptés jusqu'à présent dans l'urgence, qui ont ajouté un endettement public considérable à l'endettement privé, ont peut-être endigué le feu, mais pas les braises, qui peuvent se rallumer si le problème structurel de la déflation salariale et du partage des profits, qui a des implications sociales et fiscales très fortes, n'est pas réglé* ».

Problème structurel, crise systémique : en France, en Europe, les oligarchies n'ont manifestement pas pris conscience de la gravité de l'enjeu.

Jacques BLANGY

📖 (1) Revue *Le Débat*, numéro 155, mai-août 2009, Gallimard, p r i x franco : 19 €. [Achat immédiat](#)

Pourquoi Edgar Morin ?

Quelle heureuse idée d'avoir fait, enfin, la biographie d'Edgar Morin ! Emmanuel Lemieux, son auteur, a trouvé un mot pour définir la personnalité inépuisable dont le renom est plus grand à l'étranger que chez lui : *l'indiscipliné*. Impossible de le démentir là-dessus. Le caractère rebelle, imprévisible, hors normes de l'intéressé ne peut faire de doute à qui s'est un jour passionné pour ses travaux, ses prises de position, sa trajectoire intellectuelle. La connaissance précise de sa vie ne peut qu'aviver ce sentiment : « *J'aime profondément cet adolescent en recherche, Mowgly se cachant sous le couvert protecteur d'une jungle littéraire, ce jeune homme si à l'aise dans le chaos, ce résistant courageux qui avoue ses peurs et ce vieil homme qui recherche toujours l'adolescent qu'il était.* » Invité à partager les secrets intimes du héros de l'histoire, le lecteur perçoit mieux encore l'originalité d'un homme qui n'a cessé de s'enthousiasmer pour l'aventure de la pensée. Une pensée qui s'identifiait avec le destin de l'espèce. En dépit de son athéisme, le génie poétique qui le poursuit lui a toujours conféré une dimension onirico-métaphysique. Elle en a irrité plus d'un - notamment ceux qui se faisaient de la sociologie une idée plus austère et rationaliste. Mais rien n'aurait pu brider en Edgar Morin cet instinct invincible qui lui faisait aimer l'existence au-delà de tout, alors que la blessure de l'origine ne cessait de le poindre.

Il ne faut pas croire, en effet, que ce qu'il y a de solaire chez lui s'affirme en l'immunisant de toute vulnérabilité. L'homme mûr ne s'est jamais guéri du souvenir de sa mère, qu'il a perdu à l'âge de dix ans; et le vieil homme en est sans doute inconsolable. Élevé par un père étonnant - auquel il a consacré un livre intense - il aurait pu être durablement victime d'une sur-protection. Mais c'est sans doute son appétit pour mordre à plein l'existence et se libérer de tout carcan, qui explique cette perpétuelle expansion de lui-même. Edgar Morin n'a pas vingt ans au moment de la catastrophe de 1940. Il a abandonné la capitale pour se retrouver dans la ville rose, à deux pas de Saint Sernin. C'est là qu'il va prendre son essor, s'engageant dans la Résistance où il va bientôt conquérir tous ses grades, bravant la peur et déployant des ressources inattendues dans l'organisation des réseaux. Le départ dans l'existence dessine le cadre de ce qui va se déployer. Avec la guerre, le jeune Résistant va rencontrer des amis qui l'accompagneront très longuement. Une bande s'est constituée qui persistera à se retrouver rue Saint-Benoît à Paris, au domicile de Marguerite Duras. Les noms de Robert Antelme, l'auteur inoubliable de *L'Espèce humaine*, Dionys Mascolo, Clara Malraux et quelques autres sont significatifs de cette amitié fondée sur une jeunesse militante. Il faudrait leur ajouter celui de François Mitterrand, si le futur Président n'avait entrepris sa course personnelle dans la faune politique. Curieusement, Morin, qui le connaît particulièrement bien, ne lui apportera jamais son appui, même son suffrage.

On se souvient que Pierre Péan dans *Une jeunesse française*, avait déjà apporté toutes les précisions sur le groupe de résistance de Mitterrand, notamment grâce à Edgar Morin qui soutint d'ailleurs fermement son ancien compagnon dans la polémique qui accompagna les « révélations » du journaliste.

Est-il besoin de rappeler aussi que les trajectoires politiques des deux hommes sont à l'opposé ? Morin appartient au parti communiste, dont il va être exclu dans des circonstances qu'il a rendu célèbres, grâce à son récit vif et argumenté, intitulé *Autocritique*. Stalinien, lui ? Le fait paraît énorme, tant il jure avec sa personnalité. Mais il faut comprendre que c'est l'époque qui a été déterminante dans son engagement : « *Je fais partie des communistes de guerre, et il n'y a plus de guerre. Or, toute ma culture politique, de la guerre d'Espagne aux procès de Moscou, est une critique de gauche du communisme.* »

L'émancipation politique va libérer l'essor d'une pensée. Edgar Morin est désormais affranchi de ce qui déjà l'impénétrait. Il reste à Lemieux la moitié de son ouvrage pour parcourir les différentes étapes de la construction de l'œuvre, une œuvre qui n'est certes pas celle d'un romancier bien que la dimension littéraire soit capitale pour le penseur. Il s'agit de l'expérience d'une recherche toujours ouverte, toujours rebondissante. Plutôt que d'en rappeler la genèse exacte, je préfère signaler quelques-unes de ses inflexions essentielles.

Que peut bien être la sociologie selon Morin ? Une recherche absolue, pourrait-on dire, où l'homme, loin d'être rejeté comme il l'est par le structuralisme, est sans cesse interrogé au gré de toutes les disciplines possibles. Notre sociologue est sur tous les terrains, il observe la vie la plus quotidienne, non en statisticien, met tous ses sens aux aguets; il veut tout voir, tout sentir, se mettre en empathie avec chacun. Rien ne lui est étranger, il se passionne pour le cinéma, la civilisation des mass-media, les stars, l'imaginaire de la jeunesse, les yéyés, la métamorphose d'un village breton. Des années 60 il est allé loin humer le climat. Bien plus encore, il s'est plongé complètement dans le mouvement californien, jusqu'à épouser certaines mœurs hippies. On comprend que Bourdieu, tout de suite, l'ait pris en grippe et même carrément détesté. Morin n'a pas de modèle en tête, il est à la recherche de tous les modèles

possibles.

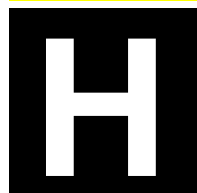
Ainsi, lors de son enquête à Plodémet, il associera Balzac à Stendhal pour tenir compte à la fois des données sociales de fond et des détails significatifs. Mais en même temps, et de plus en plus, Morin se lance dans une recherche systématique des instruments et des modèles de connaissance, jusqu'à importer dans les sciences humaines ce que la biologie de pointe, la physique, l'informatique peuvent inspirer dans le sens d'une complexification. Cela l'engagera dans la rédaction d'une *Somme* aux ambitions encyclopédiques, *La méthode* forte de ses six tomes. Son ambition lui vaudra des oppositions farouches, parfois des critiques féroces comme celles de Jean-Pierre Dupuy. Il importe d'en retenir l'intention directrice : « *Systémisme, cybernétisme, théorie des automata, structuralisme, linguistique, marxisme, freudisme, perdent la souveraineté nationale.* » Une intégration se produit par inclusion, articulation, qui « *nécessite la brisure de la coquille close où s'auto-renfermaient ces théories, c'est à dire leur caractère doctrinaire et référent* ». Ce qui pourrait effrayer dans ce projet totalisant que d'aucuns rejettent comme illusoire, se justifie par sa relation étroite avec l'expérience humaine la plus sensible et un questionnement incessant sur l'énigme que nous sommes. Depuis 40 ans, je n'ai cessé de m'intéresser aux livres d'Edgar Morin. Lui-même nous a toujours observés avec une attentive sympathie. C'est dire l'intérêt que j'ai trouvé dans l'ouvrage d'Emmanuel Lemieux, qui, pour la première fois, nous restitue, dans son unité existentielle, une personnalité si attachante et un travail de la pensée toujours stimulant et humanisant. ■

Emmanuel Lemieux - « *Edgar Morin l'indiscipliné* », Biographie, Seuil, prix franco : 25,50 €. [Achat immédiat](#)

par Gérard Leclerc



Les royalistes et Napoléon



Historien, spécialiste de la Révolution française et de l'Empire, Jean-Paul Bertaud a étudié dans un livre récemment publié la résistance opposée par les royalistes à Napoléon. Action clandestine et violente, scandée par les attentats, fourmillante de complots. Du slogan tracé à la craie à la préparation de l'insurrection, tous les efforts de ces irréductibles sont tournés vers le retour à Paris d'un Louis XVIII qui assurera l'instauration de la monarchie parlementaire...

■ Royaliste : Pourquoi vous être consacré à ce sujet ?

Jean-Paul Bertaud : Ce livre résulte d'un constat, la bibliographie portant sur les royalistes et Napoléon est maigre. Elle se résume à quatre ou cinq livres, parfois très anciens. Ce silence des historiens est paradoxal : on ne peut comprendre la Révolution française sans la contre-révolution. On ne peut comprendre l'Empire sans s'intéresser à l'opposition jacobine, comme à l'opposition royaliste. Je me suis lancé dans cette aventure pour mener à bien un double projet : saisir les royalistes, encore en révolution, à l'époque de l'Empire ; et juger cet Empire lui-même à travers le prisme des royalistes et sa capacité à répondre aux critiques acerbes de ceux-ci. Ils ont combattu avec l'épée et avec la plume. Il s'agit de voir leurs forces et leurs faiblesses.

■ Royaliste : De quelles forces disposent-ils encore ?

Jean-Paul Bertaud : Au lendemain du coup d'État, les royalistes ont été battus, mais

ils conservent un certain nombre de centres et de troupes qui peuvent à nouveau s'insurger. On les trouve dans le sud-ouest, dans la région de Marseille, dans la vallée du Rhône et, bien entendu, dans le sanctuaire constitué par la Bretagne, la Vendée et la Normandie. Ils disposent de plus d'un réseau d'espionnage qui est certainement l'un des premiers d'Europe. Sous le Directoire, ce réseau a commencé à pénétrer les instances du pouvoir. Il est composé de multiples agents. Les royalistes disposent des instituts philanthropiques, nés en 1797, qui ont été une façade électorale derrière laquelle se cachait une volonté de prise de pouvoir par les armes.

Ces instituts ont persisté. Ils sont encore en vie au commencement du Consulat et permettent de recruter des cadres pour une éventuelle insurrection. Il faut cependant tenir compte des faiblesses des services secrets. Bien souvent, ses agents ignorent tout de leur *métier*. Combien ne connaissent pas l'encre sympathique que l'on retrouve pourtant

dans les archives du prince de Condé ? Ils ne prêtent pas suffisamment attention au risque de noyautage. Depuis Méhée de la Touche, qui rentrera à l'intérieur de leurs agences pour les dénoncer en 1804, jusqu'à Perlet qui en 1808, dirigé par le chef de division de la police impériale Desmarests, arrivera jusqu'à tromper Louis XVIII en personne.

■ Royaliste : Vous qui avez écrit naguère un livre sur *Les Amis du Roi*, pouvez-vous nous parler de la presse royaliste ?

Jean-Paul Bertaud : Les royalistes conservent une presse qui a été la plus brillante pendant la Révolution. *Les Amis du Roi* ont notamment à leur tête l'abbé Royou, celui qui éduqua Robespierre au collège Louis le Grand. Il a conservé par la suite des disciples qui ont entretenu cette plume brillante, cette capacité d'analyse et de critique qui vont faire merveille durant toute cette époque. Au moment où le Directoire s'achève, les royalistes disposent encore de cinq ou six organes de presse

à l'intérieur de Paris. Les journaux sont vendus plus ou moins librement. Il faudra que, dans ses derniers jours, le Directoire y mette fin, relayé par Bonaparte.

Les royalistes conservent, en province notamment, des journaux plus ou moins clandestins. D'autres viennent d'Angleterre, écrits par des émigrés. Des imprimeries permettent de publier des livres, des pamphlets et des tracts. Cette presse montre l'intelligence de ces hommes capables, en juristes qu'ils sont souvent, de disséquer les constitutions, d'indiquer les origines d'un pouvoir, de montrer que la dictature de Napoléon s'appuie avant tout sur les baïonnettes. Nous savons depuis les travaux de Langlois, il y a une vingtaine d'années, que les plébiscites sont truqués. Les royalistes l'ont compris et dénoncé. Ils montrent que Napoléon est conduit à une guerre perpétuelle. Les souverains étrangers ne pourront faire la paix qu'avec un souverain légitime : Louis XVIII. Les royalistes savent manier la plume aussi bien que la bombe ou l'épée.

■ Royaliste : Quelles sont les faiblesses du mouvement royaliste ?

Jean-Paul Bertaud : Les royalistes ne forment pas un parti homogène. J'ai relevé un texte qui provient d'un réseau d'espionnage anglais et dit à peu près ceci : « Toutes les

bigarrures existent dans les esprits du parti royaliste. Elles y sèment des haines et des défiances qui ressemblent à celles que se portent les sectes d'une même religion. Ce sont des partis, bien plus qu'un parti ». Nous avons des ultras (bien que le terme soit anachronique), dont beaucoup de nobles, qui se sont rapprochés de l'Église de leurs pères pendant l'émigration. Ils en viennent à vouloir rétablir un Ancien Régime, avec une alliance entre le Trône et l'Autel plus forte qu'avant 1789.

Pour ces intransigeants, c'est le Ciel qui a voulu la Révolution, face au déferlement des vices de la société française du XVIII^e siècle. Dieu, en colère, a permis à Satan de fonder sur la France avec les *Jacoquins*. C'est la France du chaos, mais aussi des martyrs. Grâce à eux – Louis XVI et la famille royale – le pays va être sauvé et Dieu finira par fermer les portes de l'enfer. Alors renaîtra une France où la religion aura véritablement sa place. Il y a de la part de ces intransigeants des thèses qui rejoignent celles de Joseph de Maistre. Mais d'autres disent qu'à force de prétendre qu'il s'agit de la volonté du Ciel et que Dieu fait tout, alors à quoi bon les Chouans, l'armée catholique et royale de 1793 ? Pourquoi faudrait-il prendre les armes ? Michaud, un des journalistes de cette période, s'amuse ainsi à critiquer ses amis.

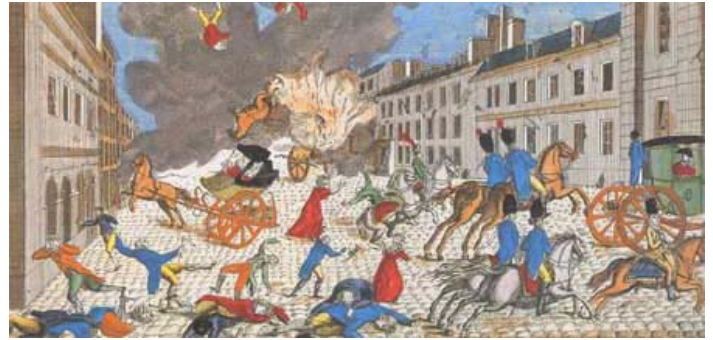
À côté de ces ultras, qui se rencontrent le plus souvent dans les milieux de l'émigration ou qui rentrent en France avec les lois d'amnistie de Napoléon, il y a ceux qui sont restés en France, qui ont combattu les révolutionnaires. Certains, comme le duc d'Enghien, ont compris que la France avait changé, que l'on ne pourrait pas revenir en arrière, qu'il faudrait bien accorder l'égalité, que c'était une utopie que de vouloir rétablir les ordres et les privilèges. Il existe beaucoup d'autres courants. Les royalistes ne s'entendent jamais et il y aura des divisions continues entre eux.

■ **Royaliste : Que pense Louis XVIII de cette situation ?**

Jean-Paul Bertaud : Louis XVIII m'apparaît d'une intelligence plus grande que celle qu'on lui accorde souvent. On prétend qu'il avait accepté un compromis parce qu'il en avait assez d'errer à travers l'Europe. Je crois au contraire qu'il a compris très tôt que la Révolution ne pourrait pas être complètement renversée. Quand on étudie ses déclarations, on constate qu'elles révèlent un esprit plus ouvert que ce que l'on prétend. Louis XVIII est prêt à accepter une certaine égalité et les conquêtes de l'administration révolutionnaire qui sont dans la droite ligne de celle de Louis XIV. Il a compris que le ralliement des Français ne se ferait pas si on touchait aux biens nationaux et il est prêt à faire en sorte que les choses changent. Le malheur de cet homme est d'avoir un frère.

Pour moi, d'Artois se montre incapable de comprendre ce qui se passe. Il met des bâtons dans les roues à toutes les initiatives de son frère. Il y a aussi beaucoup d'autres personnes qui se demandent si Louis XVIII sera un bon roi, s'il sera capable de prendre le trône. Certains préfèrent d'Artois ou d'Angoulême qui vient de se marier avec Madame Royale. Certains vont jusqu'à penser au fils du régicide, le fils du duc d'Orléans, Louis-Philippe. La plupart des royalistes ne veulent pas en entendre parler et Louis XVIII n'a de cesse que d'obliger Louis-Philippe à lui signer des pactes d'alliance et de fidélité. Comme il le fait également vis-à-vis du duc d'Enghien qui est un homme des Lumières, passionné de sciences et de philosophie. Certains pensent à lui, ce qui explique le sort qu'il subira par la suite. Napoléon finira par croire que les royalistes veulent marcher derrière lui. C'est le prince de l'avenir qu'il faut éliminer.

Beaucoup ont cru longtemps que Bonaparte pourrait jouer le rôle d'un Monck. D'Artois bien plus longtemps que Louis XVIII. À la réception de la lettre du 7 septembre 1800 (« *Il vous faudrait marcher sur cent mille cadavres si vous voulez retrouver le Trône de France...* »), il devient évident



■ **L'attentat de la rue Saint-Nicaise (Musée Carnavalet).**

que Bonaparte joue sa propre carte. Dès lors, tous les moyens sont bons pour faire en sorte que la France n'oublie pas qu'il y a un roi légitime. En face de la propagande de Napoléon, il faut créer une contre-propagande qui dise que le roi reviendra un jour. Il s'agit aussi de s'adresser à l'extérieur. Le roi n'est pas reconnu par la plupart des pays étrangers. On se demande si, les Alliés l'emportant, ils ne sortiront pas de leur jeu un autre prince pour manipuler la France et la dépecer. C'est la hantise des royalistes depuis 1792. L'abbé Royou, le premier, redoutait qu'avec la victoire les nations étrangères réclament une part du territoire français.

■ **Royaliste : Mais sur le terrain quelles actions les royalistes peuvent-ils mener ?**

Jean-Paul Bertaud : Prenons comme exemple Jean-Guillaume Hyde de Neuville, jeune royaliste, qui a commencé sa carrière avec panache en défendant Marie-Antoinette en 1791 et en prenant à partie les sans-culottes en plein jardin des Tuileries. Après la mort du roi, on le retrouve partout en France comme agent secret. Au lendemain du 9 Thermidor, il est à la tête des jeunesses dorées qui assomment les sans-culottes au coin des rues. Au moment du 13 Vendémiaire, il est un de ceux qui se battent contre Bonaparte. Quand tout semble perdu, il se rend avec son frère et deux amis à l'église de la Madeleine dans la nuit du 20 au 21 janvier. Il place un immense drap noir sur les portes, y plante le testament de Louis XVI. Dans un tract, il rappelle que le combat continue et que Louis XVII est le roi légitime. On le voit

aller dans la nuit sur la place de la Concorde, y coller des affiches et des tracts.

Il y aura bien d'autres coups d'éclat : dans la même année, l'enlèvement du sénateur de Ris, dont on ne sait pas très bien quelle main Fouché a mis dans cette affaire. Quelques mois plus tard (19 novembre 1800), c'est au tour de Mgr Audrein, évêque du Finistère, d'être capturé et mis à mort (député à la Convention, il avait voté la mort de Louis XVI). Plus tard, Mgr Maynard de Pancemont, évêque de Vannes, capturé par La Haye Saint-Hilaire, n'est rendu qu'après que le préfet aura libéré des royalistes.

Voilà des gestes qui marquent l'opinion publique. Il y a aussi les actions menées contre Napoléon : l'attentat de la rue Saint-Nicaise, en décembre 1800, suivi de la tentative d'enlèvement managée par Cadoudal, Pichegru... La plupart de ces actes sont liés à ce qui me semble l'essentiel. On verra continuellement les royalistes refaire les mêmes plans : provoquer, tuer ou enlever les administrateurs pour préparer l'insurrection générale, montrer aux Alliés que la France royaliste est partie prenante du combat. Napoléon avait proclamé que la Révolution était terminée. Les royalistes lui enseignent qu'il n'en est rien.

Propos recueillis par Pierre Carini

	Jean-Paul Bertaud Les royalistes et Napoléon prix franco : 26 €. Achat immédiat
--	---

Granier

Mort d'un mythe

L'intense activité éditoriale qui a marqué les commémorations de l'Armistice de 1918 a permis de sortir d'un injuste oubli un formidable poète.

Albert-Paul Granier restera l'homme d'un seul livre. Quelques semaines après sa publication, quasiment confidentielle, le poète devait mourir au combat en août 1917.

La lecture de ses poèmes s'avère une rencontre marquante dont on ressort un peu triste. On demeure frappé par une poésie très moderne que le temps et l'oubli n'ont pas altérée. Ce qui interpelle d'emblée c'est bien la puissance visuelle des images sorties du néant de la guerre. Granier ne condamne pas la guerre et sa poésie n'est pas militante. C'est celle d'un homme sensible, cultivé confronté à une réalité brutale, souvent insoutenable.

Ses mots chantent la nostalgie d'une paix lointaine, clamant la douleur de terres meurtries, balayées d'un souffle titanesque et tonitruant. C'est une poésie de couleur grise comme un fusain. Le gris de la guerre, le gris des canons, le gris des uniformes souillés d'avoir été trop longtemps portés.

Rendons hommage à Claude Duneton, le préfacier, dont les efforts ont permis la redécouverte d'un poète authentique. Avec lui on peut effectivement penser que, si la mort n'avait frappé, Albert-Paul Granier aurait été appelé à devenir une étoile des lettres françaises.

Bruno DIAZ

Albert-Paul Granier - « *Les coqs et les vautours* », Équateurs Parallèles, prix franco : 11,50 €. [Achat immédiat](#)

Un petit livre dense ruine l'ultime illusion socialiste, en démontrant l'inanité de « l'Europe sociale », ce mythe qui sert à couvrir le ralliement des oligarques de gauche à l'ultra-libéralisme.

Puisque les socialistes nous annoncent, une nouvelle fois, qu'ils sont entrés dans une phase de réflexion, prélude à la reconstruction qui se fait attendre depuis 1995, il faut leur recommander la lecture, à tous égards salubre, des 124 pages (ce n'est pas trop long, ils iront jusqu'au bout) que deux auteurs (1) d'une gauche très affirmée consacrent à leur mythe favori.

Mythe moteur, inventé pour dynamiser les foules. Mais moteur à gaz pauvre, qui n'a pas fonctionné lors des récentes élections européennes. Sans doute les électeurs se sont-ils souvenus que *l'Europe sociale* ne fut pas réalisée, ni même amorcée, lorsque la majorité des pays membres de l'Union européenne étaient gouvernés par des socialistes. Sans doute les socialistes qui avaient voté contre le « traité constitutionnel » en 2005 se sont-ils souvenus que *l'Europe sociale* chantée par Martine Aubry faisait alors – et fait toujours – bon ménage avec des traités qui gravent dans le marbre la logique meurtrière de la concurrence libre et non faussée. Cette Europe ultra-libérale ne peut tolérer une politique de justice sociale : même si, pure hypothèse, des socialistes parvenaient à diriger l'ensemble des institutions européennes, ils ne pourraient pas injecter du social dans les organes économiques, administratifs, juridiques et monétaires de l'Union sans

opérer, au sein de celle-ci, une révolution bien esquissée par François Denord et Antoine Schwartz : en finir avec l'indépendance de la Banque centrale européenne, avec le libre-échange et la libre circulation des capitaux, organiser la protection souple du continent, procéder aux nationalisations indispensables.

Avant d'en venir à ces conclusions, les socialistes devront relire toute l'histoire de la construction européenne depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Pour ma part, je regrette l'excès déterministe de ce récit (les principes libéraux posés par les « pères fondateurs » ne pouvaient manquer de se concrétiser, ce qui n'est pas certain) et j'estime que la politique européenne du général de Gaulle ne peut être réduite à l'influence pernicieuse d'Antoine Pinay et de Valéry Giscard d'Estaing : la pensée de l'État planificateur et interventionniste, de la coopération interétatique, du tarif extérieur commun et de la préférence communautaire ne méritait pas d'être aussi promptement expédiée.

Mais ici, des socialistes parlent aux socialistes, étrangers à la politique gaullienne, et on peut sacrifier provisoirement le complément d'enquête politique à l'urgence pédagogique. Il est nécessaire que les amis de Martine Aubry ou de Ségolène Royal comprennent deux explications qui les mettent en cause :

1/ Après 1945, une partie de l'Europe de l'Ouest s'est orga-

nisée selon l'idéologie libérale sous l'influence de petits groupes de pression composés d'hommes armés d'une solide culture économique et financière et déterminés à détruire tout à la fois Keynes et l'administration interventionniste, Marx et les communistes et surtout à rabaisser autant que possible les États et les nations. Les socialistes ont négligé ces groupes, par paresse et par mépris. Et quand ils sont arrivés au pouvoir avec François Mitterrand, ils avaient déjà perdu la bataille intellectuelle.

2/ Après 1981, les socialistes de tradition ont rapidement perdu pied, faute de solides convictions économiques (François Mitterrand n'avait pas de formation sérieuse en ce domaine, Pierre Mauroy non plus) et parce qu'ils ont mis au centre du dispositif économique et financier un cheval de Troie nommé Jacques Delors. Intelligente, habile, la « deuxième gauche » a eu très vite la maîtrise du discours-expert social-libéral puis celle du gouvernement. Michel Rocard puis Lionel Jospin ont décidé de laisser faire les forces du marché, invoquant *l'Europe sociale* tout en effaçant peu à peu les conquêtes sociales de la Libération.

Les aveux des hiérarques socialistes sont nombreux et sans excuse possible. Les socialistes ne redeviendront pas socialistes s'ils ne liquident pas cette part maudite de leur héritage.

Sylvie FERNOY

(1) François Denord, Antoine Schwartz - « *L'Europe sociale n'aura pas lieu* », Raisons d'agir, 2009, prix franco : 9 €. [Achat immédiat](#)

Souscription

« Sage est l'homme qui, ayant deux pains, en vend un pour acheter un lys »

(proverbe chinois)

Est-ce la lutte finale ou la dernière ligne droite ? Il ne manque plus que (pour les optimistes) ou encore (pour les pessimistes) 1000 euros pour que notre objectif soit atteint. J'hésite à me ranger dans une des deux catégories, mais ce qui est certain c'est qu'il ne reste plus beaucoup de temps puisque la clôture de la souscription est en août et que nous sommes maintenant entrés dans la période des vacances estivales. Aussi je lance ici un dernier appel : raclez vos fonds de poche, sacrifiez un paquet de cigarettes ou un apéro, extorquez quelques euros à votre belle-mère, je ne sais quoi d'autre encore vous suggérer, mais faites en sorte que ces 1000 euros manquants arrivent rapidement pour que nous puissions aborder la rentrée de septembre le cœur serein.

Finalement, en y réfléchissant bien et considérant la somme de générosité que vous avez toujours manifestée, je me range dans les optimistes et vous dit, par avance, un grand merci.

Faire un don

Yvan AUMONT

6^e liste de souscripteurs

Remi Aimar 5 € - J.P.A. (Hauts-de-Seine) 30 € - Georges Balandier 75 € - Elisabeth Barat 7,62 € - Patrick Barrau 50 € - Jean-Claude Bergeon 10 € - P. & F. Bourne 10 € - Philippe Cailleux 50 € - Philippe Charpentier de Beauvillé 100 € - Jean-Philippe Chauvin 50 € - Jean-Pierre Dauvillier 10 € - Jean-Michel Dejenne 24 € - Guy Delranc 20 € - Michèle Dutac 7,24 € - G.E.D.L.C. (Saône-et-Loire) 50 € - Christiane Faucher 20 € - Max Gallo 100 € - Gérard Genini 20 € - Michel Godefroid 17 € - Daniel Havouy 20 € - Pierre Hervieux 40 € - François Hiss 7,62 € - Ahmed Imzil 50 € - Philippe Labarrière 30 € - Jean-Marie Landry 20 € - Renée Lavaut 30 € - Alexandra Lavaut 20 € - Bertrand Lemoine 50 € - Bernard Lhôte 30 € - Pierre Maillard 50 € - Jean-François Maurel 150 € - Michel Paris 100 € - Michèle Pinson 20 € - Hélène Plouhinec 50 € - L.P. (Paris) 20 € - Jacques de Poulpique 30 € - Yolande de Prunelé 40 € - Michel Roth 5 € - Alain Saint-Paul 33 € - Maurice Sarazin 20 € - Pierre Sauterey 100 € - Jean-Louis Serre 50 € - Claude Teissier 50 € - Anne-Marie Vilesy 100 € - Paul Vincent 50 € - Max Woelflé 20 € - Sylvain Zeghni 20 €.

Total de cette liste : 1 861,48 €

Total précédent : 12 091,16 €

Total général : 13 962,64 €

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : NouAcRoyal@aol.com
- ✓ Site internet : <http://www.narinfo.fr.st> (Informations et actualités)
- ✓ Téléphone/répondeur : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie : 01.42.96.99.20
- ✓ Règlements à l'ordre de : **Royaliste - CCP 18.104.06.N Paris**

À nos lecteurs

Comme tous les ans, *Royaliste* suspend sa parution pendant l'été et ce numéro est le dernier avant les vacances. Nous reprendrons mi-septembre.

Numéro "spécial vacances" de 16 pages, le numéro que vous avez entre les mains est spécialement conçu pour faire connaître *Royaliste*.

Nous incitons vivement nos lecteurs à nous passer commande de quelques exemplaires afin de pouvoir le diffuser dans leur entourage. Nous avons établi pour cela un tarif particulièrement avantageux : 5 ex. : 8 € - 10 ex. 12 € - 20 ex. 18 €.

Pour le même tarif nous pouvons nous charger d'expédier nous-mêmes les exemplaires aux listes de personnes dont vous nous communiquez les adresses.

Alors, vite à vos carnets d'adresses !

ADHÉSION

Rappelons que l'adhésion à la N.A.R. est indépendante de l'abonnement au journal et que les cotisations sont mensuelles et fixées en principe à 2 % du revenu, étant bien entendu que ce montant n'est qu'indicatif et que les versements sont laissés à la libre appréciation de chacun. Nous incitons vivement nos lecteurs qui ne sont pas encore adhérents, à **prendre leur carte**. C'est encore la manière la plus utile de nous aider, de renforcer la N.A.R., de rendre notre action plus efficace et de faire croître notre audience. Sur un simple appel téléphonique (01.42.97.42.57) nous vous enverrons la documentation nécessaire.

Campagne de promotion

Utilisez nos autocollants publicitaires pour *Royaliste*

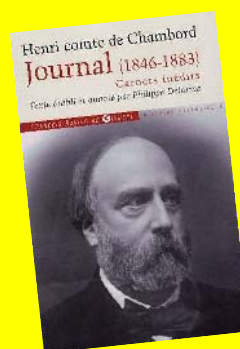


De format 99x38 mm très visible (imprimés en noir sur fond jaune)

Vendus par planche de 14

Tarif :

1 planche : 1 € franco
à partir de **2 planches** :
0.70 € franco la planche
à partir de **10 planches** :
0.65 € la planche



Journal du comte de Chambord (1846-1883)

Inédit - Texte établi et annoté par Philippe Delorme

Prix promotionnel 42 €
(frais de port inclus)
au lieu de 48 €



Vous avez reçu ce journal gratuitement ?

Pensez-vous que nous pourrions continuer à exister si vous ne nous apportiez pas votre aide financière ?

Alors, abonnez-vous (bulletin en page 2) ou faites-nous un don :

Faire un don en ligne

ou par courrier : « *Royaliste* », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Francs-tireurs

Deux informations qui n'ont rien de commun doivent être examinées dans le même article justement parce que les faits évoqués se sont déroulés dans deux mondes devenus étrangers.

Fin juin, *Le Nouvel Observateur* a publié un entretien avec Nicolas Sarkozy qui a provoqué de l'émoi au Parti socialiste et une vive réplique de la société des rédacteurs du journal contestant la décision et les méthodes de Denis Olivennes, directeur de la publication.

Cette première information, qui a fait couler beaucoup d'encre, n'a selon moi aucune importance. *Le Nouvel Observateur* est un journal intéressant, qui a le mérite de nous renseigner sur ce que pense la gauche oligarchique qui oscille ces temps-ci entre Martine Aubry, Ségolène Royal et Daniel Cohn-Bendit sans jamais perdre de vue Jacques Delors, antique balise émettant par série de sons plaintifs les messages convenables. Les passerelles entre cette publication emblématique de la « deuxième gauche » et la fraction droitière de l'oligarchie sont nombreuses ; nul ne saurait s'étonner des connivences de tous ordres qui ont permis l'opération de promotion conjointe qui a troublé les consciences de gauche. Ayant crié qu'on la méprisait, la société des rédacteurs s'est immédiatement inclinée – le mot est faible – devant le fait accompli.

Tout occupés à compter pour la centième fois les amis de Nicolas et de Carla, mes confrères n'ont pas commenté une autre information qui jette quelque lumière sur notre proche avenir. Selon une note interne de la Pré-

fecture de police de Paris (1), les manifestations revendicatives dans la capitale ont augmenté de 31,81 % entre janvier et juin 2009, par rapport à la même période l'an passé. On a compté au cours du premier semestre 1 471 cortèges, près de huit par jour, contre 1 116 en 2008 : beaucoup n'étaient pas autorisés et la police subit la violence croissante des manifestants.

Voilà qui relativise fortement l'impression désastreuse laissée par la promenade intersyndicale



du 13 juin. Voilà qui contredit la propagande gouvernementale décrivant des démonstrations de braves gens inquiets et impatients de voir l'effet des « réformes » annoncées. Les statistiques de la Préfecture de police font apparaître un peuple en colère, beaucoup plus proche de *L'Humanité* que du *Nouvel Observateur* et qui a massivement voté contre le « traité constitutionnel » dont le grand hebdomadaire de gauche fit la propagande en insultant basement les partisans du Non. Nous mentionnons, paraît-il...

J'évoque ce souvenir sans rancœur, seulement pour souligner que la gauche « sociale-libérale » a depuis longtemps

choisi son camp dans la lutte des classes qui secoue notre pays. De Delors à Rocard puis à Jospin, et aujourd'hui encore sous l'égide de Delors, cette gauche a choisi le confort des compromis, des compromissions et des reniements que nous avons dénoncés et combattus depuis 1983. Pour nous, que de contre-offensives manquées et de défaites cinglantes... Nous pourrions être épuisés, écoeurés, rompus. Dans les milieux dirigeants, on attend tranquillement que nous lâchions prise définitivement car on nous considère comme des morts en sursis – nous les royalistes et les gaullistes dits de gauche, les mitterrandistes fidèles à l'esprit de 1981, les héritiers communistes des combats du Front populaire et de la Libération. Il est vrai que nous sommes perdus dans la foule – là où nous ne risquons pas de rencontrer Denis Olivennes et Laurent Joffrin.

Populisme ? Non point. Face à l'offensive de classe menée par Nicolas Sarkozy et la gauche renégate avec l'arrogance vulgaire des aristocraties déclinantes, pressées de jouir avant la débâcle de leur monde, nous marchons en francs-tireurs confortés par nos premières victoires : la bataille intellectuelle est gagnée depuis plusieurs années, les propositions de notre groupe informel sont reprises en France et parfois à l'étranger, la lutte des classes devient massive malgré la tétanie qui frappe certains dirigeants syndicaux.

L'issue politique du conflit demeure incertaine : les oligarques forment une armée de généraux et de colonels sans troupes ; le peuple français, dans sa majorité hostile à l'ultra-libéralisme, n'a pas de chefs. Situation dangereuse mais riche d'espairs si nous savons y faire.

Bertrand RENOUVIN

(1) cf. l'article de Christophe Cornevin dans *Le Figaro* du 3 juillet.